

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance Ordinaire du 26 JUIN 2024

L'an deux mille vingt-quatre
Et le vingt-six du mois de JUIN

Membres en exercice :	29
Membres présents :	24
Procurations :	5
VOTES :	29
POUR :	29
CONTRE :	/
ABSTENTIONS :	/
Date de convocation :	20/06/24

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est rassemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. BRUNET M. TOUCHE C. GARCIN F. CLARES P. BOY JP. GALANTINI V. JOURDAN E. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. MORARD S. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S. SEBANI S. FERAUD S. DERDICHE C.

PROCURATIONS : MM/MMES REYNIER C. à SPAGNOU D., TEMPLIER JP. à CODOUL B., GALLO C. à PERARD F. ODDOU S. à CLARES P. RODRIGUEZ C. à LAUGIER N.

M. Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

2024-06-04-SG

OBJET : Participation au financement de deux postes d'intervenants sociaux (Police-Gendarmerie) dans le cadre du dispositif global de lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°2023-06-02-SG en date du 16 mai 2023, le Conseil Municipal s'est prononcé en faveur d'une participation à hauteur de 3546,15 € au financement d'un poste d'intervenant social dans le cadre du dispositif global de lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales pour l'année 2023.

Pour 2024, 2025 et 2026, l'Etat vient de solliciter la participation de la Commune dans le cadre d'une nouvelle convention de partenariat triennale.

Cette dernière prend en compte non seulement le maintien d'un poste déjà en place mais aussi la création d'un deuxième poste.

Ces intervenants exercent leurs missions alternativement au sein de la Maison de Protection des Familles (MPF) de la caserne du groupement de gendarmerie de Digne-les-Bains et des locaux du commissariat de Manosque sans tenir compte des zones de compétences de chaque service, et au besoin dans les autres brigades de gendarmerie du département, notamment à Sisteron. Ces missions ont totalement trouvé leur place dans le dispositif global de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants et sont reconduites d'année en année et notamment en 2024, 2025 et 2026.

Aussi, il y a lieu de redélibérer afin d'autoriser le maire à signer la convention de partenariat triennal à partir de 2024 pour un montant de :

- 4.248,85 € en 2024 sachant qu'en 2024 l'Etat finance les deux postes à hauteur de 35.582,50 €
- 5.000 € en 2025 sachant qu'en 2025 l'Etat finance les deux postes à hauteur de 31.747,50 €
- 5.000 € en 2026 sachant qu'en 2026 l'Etat finance les deux postes à hauteur de 25.245 €

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal à l'UNANIMITE**

- **APPROUVE** la participation annuelle en 2024 de la commune à hauteur de 4.248,85 euros, en 2025 de 5.000 € et en 2026 de 5.000 €.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention triennale de partenariat en 2024, 2025 et 2026 relative au recrutement et au financement des deux intervenants sociaux au sein de la Direction Départementale de la Sécurité Publique et du Groupement de Gendarmerie des Alpes-de-Haute-Provence
- **DIT** que les crédits seront inscrits au budget au compte 6228

POUR COPIE CONFORME,
Le Maire,
D. SPAGNOU